

# MASTER EN DROIT : profiter de l'embellie

Longtemps boudés par les recruteurs, les juristes ont à nouveau la cote, mais à condition seulement d'avoir choisi les bons filons.

**E**mbouteillées, les études de droit ? Oui, sans doute. C'est l'une des disciplines de l'université qui rassemble les plus gros bataillons pas toujours bien informés sur la réalité des cursus et des débouchés. Avec, en filigrane, cette idée un peu fallacieuse que le droit mènerait à tout. Ainsi, à la dernière rentrée universitaire, on y comptait pas moins de 185 000 inscrits ! Au regard des besoins dans ces métiers, c'est bien sûr beaucoup trop. Bien des diplômés en font chaque année l'expérience, qui peinent à trouver un job. Ainsi, dans l'enquête de l'Apec qui compare le sort des débutants à bac +4/+5 selon leur spécialité, les juristes comptent parmi les moins bien lotis, que ce soit du point de vue du taux de chômage ou des salaires obtenus, inférieurs à la moyenne des diplômés.

## UNE REELLE EMBELLIE

Mais la tendance est globalement à l'amélioration avec, depuis quelques mois, une réelle embellie observée du côté des cabinets de recrutement comme Michael Page. Rémi Fouilloy, directeur de la direction juridique et fiscale constate : « *Le marché se tend, avec même une pénurie dans certains métiers. C'est pourquoi les employeurs se tournent depuis peu vers les jeunes diplômés.* » Mais attention, tous les diplômés ne mènent pas au petit cercle des professionnels chassés. Y compris dans le domaine globalement porteur du droit des affaires.

« *Le simple master juridique n'est pas suffisant* », prévient Rémi Fouilloy. « *Il ne faut pas faire comme tout le monde. Il faut s'ajouter des spécificités. Il ne suf-*

*fit plus de faire du droit des affaires* », confirme Louis Vogel, responsable du Master Droit européen des affaires de Paris-II. « *Ceux qui s'en sortent le mieux ont le label international, ou affichent une double compétence* », précise Rémi Fouilloy. L'école du barreau, autrement dit la préparation qui permet de présenter le Capa (certificat d'aptitude à la profession d'avocat) constitue un vrai plus. Selon l'enquête conjointe menée par l'école des barreaux de Paris et « La Lettre des juristes d'affaires », les titulaires du Capa se portent de mieux en mieux. Un an et demi après leur formation, 80 % exercent en tant

## COMMENT DEVENIR...

- **Avocat** Il faut être titulaire d'un bac +4, réussir l'examen d'entrée à un centre régional de formation professionnelle d'avocat et suivre une année de formation théorique et pratique. La réussite à l'examen de fin d'année permet d'obtenir le Capa, le certificat d'aptitude à la profession d'avocat.
- **Notaire** Il faut avoir un bac +5 puis suivre une année dans un centre régional de formation professionnelle notariale (CRFPN) et effectuer deux années de stage dans un office notarial, ou suivre deux années d'études dans une université conventionnée avec le Centre national d'enseignement professionnel notarial (CNEPN).
- **Huissier** Il faut être titulaire d'une maîtrise de droit, mais 80 % des candidats ont un bac +5. Puis accomplir un stage rémunéré de deux ans dans une étude d'huissier et réussir l'examen professionnel (qui n'est pas un diplôme).
- **Magistrat** Il faut avoir un bac +4, être Français et avoir 27 ans au plus au 1<sup>er</sup> janvier de l'année du concours, pour passer le concours d'entrée à l'École nationale de la magistrature de Bordeaux. Pour les admis, la formation dure trente et un mois. En moyenne, 20 à 30 candidats pour un seul poste.

qu'avocat, les autres étant pour la plupart juristes d'entreprise, seuls 7% ne travaillaient pas dans le secteur. Côté rémunération, le tableau est là aussi satisfaisant puisque plus de la moitié d'entre eux annoncent une rémunération mensuelle supérieure à 3 000 €.

### LES BONNES CORDES A SON ARC

Le nec plus ultra, c'est école du barreau et une école de commerce. Bien cotés également, ceux qui donnent une dimension internationale à leur CV. L'anglais n'est plus « un plus » mais « un must », et le semestre ou l'année à l'étranger constitue un réel bonus : « *Les candidats qui ont décroché un Master of Laws (LLM) aux Etats-Unis ou en Grande-Bretagne, comme celui d'Harvard, de Yale, de MacGill, ou de la London School of Economics par exemple, sont les plus recherchés dans les cabinets d'avocats* », confirme Rémi Fouilloy. Mais l'université possède aussi quelques belles pépites dans ce domaine, beaucoup moins onéreuses et tout aussi efficaces : les masters de droit bi-national de Paris-I. Les élèves recrutés sur bac ou bac +2 passent alors deux ans à Londres, Cologne, New York ou Madrid selon l'option choisie. Ou encore le magistère Juriste d'affaires européen de Nancy-II. Ses étudiants, souvent passés par deux pays différents, partent un semestre ou une année à l'étranger. Ils

affichent également un stage de cinq mois minimum dont trois à l'international.

### VISER LES SPECIALITES PORTEUSES

La fiscalité internationale, le droit social ou encore, dans une moindre mesure, le droit environnemental, sont parmi les spécialités les plus recherchées. Bien placés également le droit de la construction et de l'immobilier. Mais là aussi, tous les diplômés ne sont pas sur un pied d'égalité. Certains sont plus connus des recruteurs que d'autres. En fiscalité internationale, le diplôme de Paris-II remporte les suffrages. Celui de Paris-I, dédié à la banque, finance, assurance, a su également se tailler une bonne réputation. Egalement prisé, le master Droit de l'entreprise et des affaires, ex-DJCE (diplôme de juriste conseil en entreprise). Créé par l'université de Montpellier, il est aujourd'hui proposé par 11 universités. En droit social, le DPRT, le master Droit et pratique des relations au travail, fait un carton, celui de Paris-II en tête. Enfin, à noter également, les diplômés situés sur des marchés de niche comme celui de Paris-XI, en droit des activités spatiales et des télécoms par exemple, qui profite actuellement de l'essor du secteur des télécoms.

### PASSER LE CAP DE LA SELECTION

Dénicher les pépites ne suffit pas, y être admis procède parfois du parcours du combattant. Ainsi, au DJCE de Rennes-I, 250 candidats se disputent 30 places. Au master Droit européen des affaires de Panthéon-Assas, on frôle les 400 candidats. Idem du côté du DPRT de Paris-II. Sur certains diplômes, la concurrence peut même dépasser les frontières. C'est le cas du Master Droit des activités spatiales et des télécoms, qui n'a que deux autres diplômes équivalents dans le monde, au Canada et aux Pays-Bas : « *On vise aussi les pays émergents comme les pays de l'Est, la Chine et l'Inde. La moitié de la promotion est internationale* », prévient Philippe Achilleas, le responsable du master. Mais le jeu en vaut la chandelle : « *Nos diplômés se casent dès la sortie* », précise Bernard Teyssié, le responsable du DPRT de Paris-II. Idem du côté du DJCE de Rennes-I : « *Mon problème, c'est de toucher les anciens. J'ai beaucoup plus de propositions que de diplômés* », assure Danièle Mélédo-Briand, la responsable. ■

### TÉMOIGNAGE

#### GAELE GOUDET, UN JOLI PARCOURS 100 % FAC

En octobre dernier, Gaëlle Goudet est sortie major de l'Ecole française du barreau. Son profil est atypique, car elle est issue d'une formation 100% universitaire, sans passage par une grande école. « *Après quatre années très généralistes, j'ai fait un DEA de sociologie du droit et j'ai obtenu l'examen d'entrée au barreau en 2003. Je n'ai pas intégré l'école tout de suite car je voulais connaître le monde professionnel. J'ai donc enchaîné les stages pendant neuf mois dans de petits cabinets. Cela m'a permis de me découvrir une passion pour le droit international. J'ai donc intégré le DEA Droit international à Paris-II. Durant cette année d'étude, j'ai participé à un concours international d'arbitrage et j'ai eu le coup de foudre pour cette discipline. Puis je suis rentrée à l'école du barreau et ai fait trois stages : le premier dans un tribunal de commerce, qui m'a permis de comprendre ce qu'il fallait faire ou pas en tant qu'avocat. Le second dans un petit cabinet, où j'ai traité des questions techniques, auxquelles on n'a plus accès dans les grands cabinets. Ma dernière expérience s'est faite dans la section arbitrage international du cabinet White&Case, qui m'a ensuite embauché en tant qu'avocate associée.* »

M

UI

Pou  
à leu

E

pels, d  
et des c  
prome  
Thalès  
tous ét  
Le mas  
rière le  
sitaire  
écoles.  
il forme  
deux a  
spécia  
adapté  
dénom  
Chaque  
« miag  
ché du  
yeux d  
« Ils n'  
pour s  
», assu  
sable c  
rée mo  
ploi es  
diplôm  
la sorti  
respor  
D'autai  
étudia  
(bac +  
Ce qui

UN SA  
Quelle  
prend  
tien. S